

# Rapport au CN — Législatives 2022

## Pierre Lacaze — 26 septembre 2021

---

### ***Considérations générales***

Bonjour à toutes et à tous.

Je vous propose d'aborder la préparation des élections législatives et qu'au bout du débat, nous décidions d'une méthode et d'un calendrier à partir de l'analyse de l'état des rapports de force, celle de la séquence électorale ouverte depuis les européennes de 2019 avec les sénatoriales, les municipales, les départementales et régionales, tout cela confronté à la situation actuelle à neuf mois du scrutin. Scrutin des législatives des 12 et 19 juin dont on sait qu'il sera très influencé par l'élection présidentielle qui se tiendra les 10 et 24 avril 2022. Notre débat s'inscrit dans la continuité des décisions prises sur la présidentielle, avec l'objectif d'aborder ces deux élections de manière collective.

Aujourd'hui, suite à l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, le paysage politique à l'Assemblée est celui-ci : 269 député·e·s LREM, 103 LR, 57 Modem, 29 PS, 22 Agir, 19 UDI et indépendants, 17 FI, 17 Libertés et territoires, 15 GDR dont nos 11 député·e·s sortant·e·s, 22 non inscrit·e·s dont 8 du RN. Un total gauche parmi les plus faible de notre histoire.

Un chambre qui a bougé, notamment au sein du groupe de LREM avec des départs et au cours des législatives partielles qui, depuis 2017, ont globalement marqué un recul de LREM et, pour notre parti quand nous étions présents, une progression notable comme dans les Yvelines ou dernièrement à Paris 20<sup>e</sup>. A ce constat de l'état des lieux doit se rajouter l'analyse du peu d'implantation de la très grande majorité des députés LREM et Modem ce qui met en danger leur réélection, y compris avec une victoire de Macron à la présidentielle, constat aggravé par l'affrontement à droite LR et LREM. Cette réalité de l'Assemblée nationale qui reflète l'affaiblissement majeur de la gauche, notamment du PS en 2017, offre des perspectives potentielles de progrès pour le PCF et l'ensemble des formations de gauche, quel que soit le scénario, favorable ou pas, à la présidentielle.

### ***Comment allons nous aborder ces législatives ?***

Je veux d'abord rappeler ce que nous avons décidé et nos règles de vie. D'abord la campagne commune que nous souhaitons porter entre la présidentielle et les législatives, avec notre choix de donner toute sa place au Parlement. Fabien porte des propositions que nous voulons faire adopter par une majorité de gauche et que nos candidat·e·s aux législatives porterons. Ce que nous proposons à la présidentielle, nous voulons qu'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale s'en empare ; ce que nous proposons à la présidentielle, ce sont les propositions du futur groupe communiste à l'Assemblée nationale.

Nous travaillons dans le cadre de la proposition des communistes, portée par le candidat soutenu par le PCF, Fabien Roussel, d'un pacte d'engagements communs aux législatives. Pacte qui doit se traduire, en lien avec notre travail sur le programme à la présidentielle, par 10 à 15 grandes

mesures portées par nos candidat-e-s et mis en débat à gauche pour une future majorité, mais en s'adressant largement à la population dans les circonscriptions.

Nous allons à la présidentielle avec notre candidat et notre programme et, aux législatives, nous avançons l'idée que, quel que soient les dynamiques à gauche pour les candidat-e-s à la présidentielle dont le notre, nul ne gouvernera seul en cas de victoire. Nous mettons en débat des axes d'une possible majorité parlementaire, au-delà des hypothèses sur les résultats de la présidentielle. C'est sur cette position que nous souhaitons engager le travail sur les législatives.

Sur la base aussi de nos statuts qui sont très clairs : c'est le conseil national qui investit les candidats et candidates communistes à partir des propositions des conseils départementaux, il y aura une investiture nationale de nos candidats et candidates, avec une orientation politique nationale. Et un engagement fort : au-delà des aspects législatifs ou financiers, notre engagement politique à garantir la parité dans la présentation de nos candidat-e-s à l'échelle nationale, ce qui implique une proposition à parité de la quasi-totalité des conseils départementaux et une vision nationale, s'il fallait adapter.

Nous avons un objectif à mettre en œuvre, comme lors des sénatoriales de 2020 : progresser en nombre d'élu-e-s et nous doter de la capacité de constituer un groupe communiste avec *a minima* 15 élu-e-s PCF ou apparenté-e-s, quitte à ce que ce groupe s'élargisse, mais nous voulons une capacité autonome de constituer un groupe, ce que nous ne pouvons plus faire depuis 2007. Pour rappel, le groupe communiste existe depuis 1924 avec, en dehors de la période de l'occupation, une absence de 1958 à 1962 ; dès 1988, nous connaissons les premières difficultés à constituer un groupe avec un début de mandat dans les rangs des non-inscrit-e-s de nos 24 député-e-s avant l'abaissement du seuil à 20 député-e-s et, dès 2007, nous ne pouvons plus constituer de groupe à partir des seul-e-s élu-e-s PCF. Cette capacité à constituer un groupe avec des député-e-s adhérent-e-s du PCF, comme nous avons su le réaliser en 2020 au Sénat après les bons résultats aux municipales, est un objectif majeur à notre portée au vu du résultat des départementales. Nous enverrons avec ce rapport les circonscriptions prioritaires d'ores et déjà identifiées auxquelles nous rajouterons des possibilités nouvelles après études des situations favorables dans chaque département et dans la quasi-totalité des métropoles.

Nous voulons faire réélire nos sortant-e-s et avoir plus de député-e-s dans de nouvelles circonscriptions mais aussi avoir des candidat-e-s dans le plus grand nombre de circonscriptions pour permettre la meilleure symbiose entre présidentielle et législatives, avec des candidat-e-s sur le terrain qui aident à la réussite de notre candidature à la présidentielle et donc qui aident aux bons résultats aux législatives : c'est la présidentielle avec les législatives et les législatives avec la présidentielle. L'articulation de ces deux campagnes n'est pas évidente, elle peut se faire sur le contenu et la démarche. Et je vous propose d'intégrer que nous avons besoin de mettre le parti en campagne sur ses deux, jambes présidentielle et législatives, et cela au plus vite et donc de lancer aujourd'hui les législatives.

Des candidat-e-s dans le plus grand nombre de circonscriptions, c'est aussi l'ambition que nous portons depuis 2018 de stopper les déserts d'implantation du parti et de poursuivre notre réimplantation territoriale pour nos fédérations, entamée aux municipales et confirmée aux départementales et régionales. Notre implantation dans le territoire national est un objectif en soi, y compris pour les législatives : avoir des parlementaires sur le plus grand nombre de territoires. Le plus de candidat-e-s, c'est aussi tenir compte de l'aide publique au financement des partis qui se calcule sur la base du nombre de voix obtenues aux législatives. Avec 577

circonscriptions et actuellement 60 circonscriptions PS, FI ou PCF, nous avons des marges pour l'ensemble de ses objectifs.

### ***Quelle est la situation ?***

**Avec leur proximité avec la date des législatives et leurs liens avec les résultats des municipales, les résultats des départementales et régionales indiquent une partie des réponses possibles aux questions que nous travaillons aujourd'hui. Au vu des résultats des départementales qu'il faut projeter des cantons aux circonscriptions, l'objectif est réaliste d'augmenter le nombre de nos député-e-s en France métropolitaine et de conserver les liens de travail commun avec nos camarades d'outre-mer qui devraient être réélu-e-s. Les résultats des dernières élections, le rapport de force actuel à gauche, nos résultats face à des candidats RN, LR ou LREM, y compris dans les partielles, sont des signes positifs pour notre parti. Je considère que nous pouvons aborder ces élections avec beaucoup d'ambition pour conserver nos circonscriptions actuelles et en gagner d'autres.**

Nous allons travailler ces élections dans un contexte nouveau par rapport à 2012 et 2017. Notre parti soutient un candidat issu de nos rangs qui, quel que soit le résultat de la présidentielle, nous identifiera dans la paysage et sera une garantie dans le rapport de force en amont de la présidentielle et à l'issue des résultats. Nous devons concevoir les législatives en lien avec le candidat soutenu par la PCF à la présidentielle et sa campagne des jours heureux. Il faut une complémentarité et mesurer que dans la dernière ligne droite de la campagne présidentielle, nos candidat-e-s aux législatives y soient totalement impliqué-e-s avec les communistes, les comités ou collectifs des jours heureux, les soutiens à Fabien Roussel dont les élu-e-s qui le parrainent.

Nous sommes, dans la très grande majorité de nos circonscriptions, en situation favorable à l'issue des départementales et régionales (9 circonscriptions sur 11 ou les résultats des départementales renforcent nos député-e-s sur leurs circonscriptions) et la perspective de gains est possible dans 5 à 10 circonscriptions, au-delà, des possibilités dans des zones de forces de notre parti dans le Cher, le Nord, le Pas-de-Calais, le Gard, le Rhône ou l'Isère. Il y aura des opportunités dans d'autres départements selon les résultats de la présidentielle et les discussions à gauche. Nous sortons renforcé-e-s des départementales et régionales cela doit être un atout dans la manière d'aborder les législatives.

Ce sont aussi des élections qui vont être marquées par le poids de la pandémie de Covid-19 et à l'appréciation des choix gouvernementaux dans un contexte de recomposition politique très importante à droite et à gauche. La situation internationale ou celle du pays sur le plan sanitaire, économique, social, environnemental ou encore sécuritaire va peser dans les débats, comme nous le faisons à la présidentielle, nous aurons aux législatives à porter ces questions

**L'autre élément important de la séquence électorale à venir sera la participation.** On peut s'attendre à une augmentation de l'abstention, ce qui est le cas dans toutes les élections depuis 2017, même si nous allons tout faire pour la faire reculer. Il faut donc intégrer la possibilité du peu de triangulaires (12,5 % des inscrit-e-s pour se maintenir) dans le cadre d'une faible participation et donc analyser les capacités de rassemblement à gauche dans certaines circonscriptions face à des divisions à droite et à l'extrême droite qui peuvent permettre des victoires de communistes comme nous l'avons constaté lors des départementales.

**Nous sommes dans une situation à huit mois de la présidentielle où, à gauche, il n'y a pas de leadership** : nous sommes à 3 % dans les sondages quand PS et EELV sont entre 4 % et 7 %, et la FI entre 7 % et 10 %. A 8 mois du scrutin, tout est possible. Nos candidat·e·s aux législatives, en lien avec nos militant·e·s et notre réseau d'élu·e·s, sont un atout pour participer d'une dynamique pour Fabien Roussel mais aussi, dans ce rapport de force, pour garantir notre meilleure représentativité et visibilité.

Bien sûr, rien n'est fait et la situation bougera. Nous aurons donc à savoir nous adapter avec l'objectif de progresser comme boussole.

**EELV officialisera avec suspens son candidat ou sa candidate mardi prochain et le PS sans suspens le 14 octobre, après la candidature de la FI et le choix du PCF. Le débat politique s'éclaircit à gauche et il sera tranché le 4 décembre à droite. Quelle est la situation pour les législatives au moment où nous nous parlons sans bien sur sous estimer le poids de la présidentielle et le long chemin que représente les sept mois avant le second tour de la présidentielle ?**

**Quid du PS ?** Le PS, après une hésitation forte d'alliance avec EELV toujours présente, aura une candidate ; il a 26 député·e·s sortant·e·s, plus 3 apparenté·e·s et il espère reconquérir une partie des circonscriptions perdues en 2017 au profit de Macron. Ils ont décidé d'une candidature à la présidentielle, tout en misant sur de possibles discussions avec EELV en faveur de leur candidate selon la conclusion de la primaire EELV, ou en proposant toujours un accord aux législatives en tablant sur une dynamique de leur candidate.

Ils sortent de la séquence électorale avec des ambitions fortes mais ouverts à des discussions priorisées avec EELV, mais aussi avec nous et la FI. La direction du PS est renforcée, mais il a perdu une grande partie de ses adhérent·e·s, son maillage territorial est toujours important mais fragilisé, une perte de beaucoup d'élu·e·s dans les conseils départementaux. Ils souhaitent profiter d'un bon score à la présidentielle en étant devant EELV, la FI et nous. Dans leurs circonscriptions, avec une analyse à poursuivre, leurs député·e·s sortent majoritairement gagnant·e·s des départementales et dans de nombreuses circonscriptions LREM ou autres, le PS a enregistré des gains.

**Quid FI ?** La FI sort affaiblie de la séquence après les européennes et leur échec à 6 % se rajoute aux revers importants aux sénatoriales, aux municipales, aux départementales et régionales, avec une perte d'influence et de militant·e·s massive. La probabilité d'un score inférieur, voire très inférieur aux 19 % est quasiment admise, ce qui sera un coup, selon le score, pour les député·e·s. Ils vont relancer la campagne présidentielle en permanence et joueront leur va-tout sur un bon résultat qui semble difficile en comparaison de 2017. L'ensemble des député·e·s, à peu d'exceptions près, sont dans une situation difficile après les départementales, avec peu de bons résultats et peu d'implantation des député·e·s sortant·e·s. Ils sont dans une démarche de dialogue avec EELV, le PS et nous sur la sauvegarde de leurs sortant·e·s.

**Quid d'EELV ?** EELV, malgré l'échec aux régionales et départementales, et les faibles scores dans les sondages affirme toujours vouloir être la force centrale à gauche et dans le pays. Ils pensent que la dynamique de leur candidature et de l'écologie politique doit conduire au rassemblement de toute la gauche. Ils n'ont pas de groupe à l'Assemblée, ils en avaient obtenu un en 2012 pour la première fois de 17 député·e·s dans une alliance avec le PS et en 2017 leurs député·e·s sont élu·e·s sous les couleurs LREM (depuis les régionales, il y a le rapprochement avec Orphelin et Batho). Ils

sortent fragilisés des résultats du premier tour de leur primaire car très divisés. Si Rousseau réussit son pari, elle pourrait s'en satisfaire. Jadot, lui, s'il est désigné, le sera de manière étriquée. Selon qui gagnera la primaire, on peut s'attendre à des discussions privilégiées avec le PS ou la FI pour les législatives voire la présidentielle, mais ils maintiendront le dialogue avec nous en vue de la constitution de leur groupe

**Quid du RN ?** Le RN est en difficulté après les régionales et à l'abord de la présidentielle, la concurrence avec la droite peut être plus rude qu'en 2017 et il faudra mesurer l'effet Zemmour dans les mois qui viennent. Le scénario de victoire à la présidentielle s'est éloigné mais ne peut être exclu. Lors des départementales, nous avons démontré notre capacité à faire reculer le RN ; nous pourrions le faire dans certaines de ces circonscriptions aux législatives. Sur les 8 circonscriptions des député-e-s RN voire d'autres où ils auront des ambitions, nous devons travailler au rassemblement et à la victoire de communistes ou d'autres.

**Quid d'En marche ?** La candidature de Macron semble probable dans un contexte difficile où il va tout faire pour avoir comme adversaire de second tour Marine Le Pen pour pouvoir l'emporter. Comme pour le RN, il n'est pas évident pour LREM, malgré les sondages, de réaliser le score de 2017. Des centaines de député-e-s devront être renouvelé-e-s car, même en cas de victoire, celles et ceux qui sont en place peuvent être en grande difficulté dans leurs circonscriptions. Une partie des espoirs de conquêtes d'EELV et du PS, comme pour nous et la FI, va se jouer dans la capacité de résistance des député-e-s LREM avec un Macron gagnant ou battu. Ils sortent en difficulté des départementales et régionales.

**Quid de LR ?** A droite, la situation dépend beaucoup de leur capacité à s'unir, la capacité à être au second tour de la présidentielle est réelle s'ils parviennent à avoir un-e seul-e candidat-e cela pourrait entraîner une vague bleue, comme ce que nous avons vécue dans certaines régions et en capacité de gagner sur nous ou des candidat-e-s de gauche. La situation de leurs député-e-s est confortée par les départementales et les régionales.

**Sur l'analyse de la situation politique et du rapport de force dans la perspective de la présidentielle et d'une commande de sondage pour compléter notre réflexion, nous pourrions commander à un institut une étude nationale sur les votes aux législatives, corrélés à la présidentielle des électeurs et leurs motivations, ainsi qu'une même étude sur 3 à 4 circonscriptions parmi les 50 que nous ciblons en début d'année 2022, puis au lendemain du premier tour.**

Dans tous les cas de figure, notre capacité de discussion avec tous, sur de nombreux territoires, en lien avec nos discussions nationales est importante pour atteindre nos objectifs.

### ***Méthode de travail***

**Je vous propose la mise en place d'un groupe de travail élargi du secteur Elections comme au sénatoriales, en lien avec le président du groupe à l'Assemblée et regroupant les suivis régionaux du comité exécutif national, plus les secrétaires départementaux-ales ayant un-e ou des député-e-s, plus les départements avec gain potentiel. Utiliser le bilan de mandat du groupe à l'Assemblée.**

Ce groupe devra d'abord évaluer les rapports de force et demander aux fédérations une analyse de leurs circonscriptions, en plus de celle du secteur élections en nous indiquant les plus favorables pour nous. Avec dans chaque département l'analyse des circonscriptions gagnables à gauche.

Référencer les 40 à 50 circonscriptions qui nous sont les plus favorables dont nos circonscriptions sortantes d'ici début octobre : à partir des résultats des départementales. Evaluer les rapports de force circonscription par circonscription, afin de déterminer l'arc nécessaire du rassemblement pour accéder au 2<sup>nd</sup> tour et les réserves nécessaires pour le gagner. Traiter le cas particulier des circonscriptions où le RN sera l'adversaire de 2<sup>nd</sup> tour.

Ouvrir dès aujourd'hui l'appel aux candidatures dans le parti pour les législatives dans toutes les circonscriptions dans un échange du groupe de travail et des propositions des conseils départementaux. Nous voulons des chef-fe-s de file du PCF dans toutes les circonscriptions de France au plus vite avec, début décembre, un conseil national où nous validerions le plus grand nombre de candidatures, avec le gel ou l'attente sur des circonscriptions et une autre séance de validation des candidatures en février.

Concevoir un kit militant et de communication sur les législatives, fin octobre.

Ouvrir en octobre, à la fin de la primaire chez EELV, une série de rencontres bilatérales avec les partis de gauche, en associant le président du groupe.

Travailler en toute transparence avec les fédérations à partir des suivis régionaux et des discussions nationales et départementales avec les forces de gauche sur la concrétisation possible ou pas d'accords dans telle ou telle circonscription. Avoir un point d'étape à chaque conseil national et lors de comités exécutifs nationaux. Veiller à la priorisation de nos circonscriptions sortantes.

A ce stade, les autres forces entendent nos propositions comme une capacité de dialogue et de respect mutuel dans des échanges informels des partis politiques ou des député-e-s. Nous verrons ce qui se dira dans des rencontres. Nous pouvons collectivement et publiquement porter ce message.

Nous voulons conserver et renforcer notre groupe nous entendons que ce peut être le même objectif pour le PS et la FI et que l'ambition d'EELV est d'avoir un groupe et ces discussions sont possibles pour nous, tout en ayant l'ambition du plus grand nombre de candidat-e-s du PCF dans la grande majorité des territoires. Il est probable que le scénario de discussions réelles sur des accords soit repoussé et ne se fasse qu'au soir du premier tour de la présidentielle et complique notre articulation entre chef-fe de file réellement candidat-e ou pas et engagement dans la campagne. Nous devons surmonter cette difficulté et mettre en avant notre attachement au débat parlementaire, en lien avec notre campagne présidentielle et le besoin d'avancer de manière précise.

Nous devons nous mettre en dispositif de campagne partout, identifier les 100 circonscriptions avec des accords possibles qui se réaliseront ou pas, mais surtout ne pas attendre que ça tombe d'en haut selon les configurations. Il faut se mettre en mouvement de manière coordonnée maintenant et être en capacité de tenir nos engagements, comme de faire tenir les engagements des autres. En ce sens, la candidature à la présidentielle est un atout pour les législatives et nos ambitions.

Merci de votre attention.

